



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

## Trente-troisième session

Lodz (Pologne), 10-13 mai 2022

### Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

*M. Henryk Kowalczyk, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre de l'agriculture et du développement rural de la Pologne,*

*M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO,*

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

*Mesdames et Messieurs,*

Je suis ravi de m'exprimer devant vous aujourd'hui, à l'occasion de la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe. Pour commencer, je tiens à remercier le Ministre de l'agriculture et le Gouvernement de la Pologne de nous accueillir à Lodz.

Comme je l'ai fait à toutes les sessions des conférences régionales qui se sont tenues cette année, je souhaiterais réitérer notre volonté absolue de continuer à travailler main dans la main avec la FAO et l'ensemble du système des Nations Unies afin d'atteindre nos objectifs communs, à savoir *l'amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie*, pour libérer le monde de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.

*Mesdames et Messieurs,*

Cette session se déroule dans un monde différent de celui où nous vivions en début d'année. Alors que nous commençons, pour la première fois depuis le début de la pandémie, à apercevoir le bout du tunnel, nous voici confrontés à une catastrophe d'origine humaine, évitable, qui déstabilise l'Europe et dont nous ne pouvons pas encore cerner toute l'ampleur des dommages à long terme.

Les conflits qui font rage aux quatre coins du monde sont le principal frein à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris à l'éradication de la faim et de la malnutrition. Cependant, l'agression militaire contre l'Ukraine n'est pas un conflit comme un autre. Si toutes les guerres sont regrettables, évitables et condamnables, celle-ci a aussi une incidence systémique de portée mondiale sur la production, l'accessibilité, l'utilisation, la stabilité et la durabilité des denrées alimentaires.

Non seulement elle fait des morts et des blessés par milliers en Ukraine, mais elle a également des répercussions sur les centaines de millions de personnes dans le monde qui doivent désormais faire face à la hausse des prix des aliments, à un accès réduit à une alimentation saine ainsi qu'à

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

l'augmentation des prix de l'énergie et des engrais et aux pénuries dans ces secteurs. Comme dans la plupart des conflits, ce sont les plus vulnérables, les plus pauvres et les plus exclus qui sont les plus durement touchés.

La première stratégie de lutte contre la faim, qui est aussi la plus efficace et la moins coûteuse, est la paix.

En attendant qu'elle soit rétablie, il faut limiter au minimum les effets de la guerre sur la faim à l'échelle mondiale.

Les céréales et les graines oléagineuses produites dans la région de la mer Noire doivent être expédiées et échangées, notamment au titre de l'assistance fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'aide humanitaire.

Les petits producteurs et les agriculteurs familiaux du monde entier doivent avoir accès, notamment sur le plan économique, aux engrais et aux semences dont ils ont besoin pour préparer les prochaines récoltes.

Il faut accélérer la transformation qui vise à rendre les systèmes agroalimentaires résilients, équitables, durables et inclusifs.

\*\*\*

Mesdames et Messieurs les Ministres, la pandémie a mis en lumière certains des risques, des points de fragilité, des inégalités et des atouts qui caractérisent l'agriculture et les systèmes alimentaires, et a incité la communauté internationale à repenser la manière dont les aliments sont produits, transformés et consommés. Je salue l'esprit d'initiative dont vos pays respectifs et vous-mêmes avez fait preuve, et dont vous continuez à faire preuve, dans la lutte contre la covid-19 et ses répercussions sur nos systèmes agroalimentaires. Je suis rassuré à l'idée que vous ferez de même pour gérer les conséquences du conflit actuel sur l'offre alimentaire mondiale.

Vous pouvez compter sur le CSA, qui a été réformé en 2009 dans le but précis de pouvoir faire face à ce type de crise. Le Comité se tient prêt à accomplir sa mission en tant que plateforme intergouvernementale ouverte et inclusive, où les États peuvent rencontrer d'autres parties prenantes afin de coordonner les politiques et de s'attaquer aux causes structurelles et persistantes de la faim et de la malnutrition, notamment les crises.

Le CSA est la plateforme multilatérale mondiale consacrée à la sécurité alimentaire et à la nutrition: elle réunit non seulement 133 États, dont la plupart des pays représentés aujourd'hui, mais aussi tous les organismes compétents des Nations Unies, notamment la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PAM et ONU-Nutrition, ainsi que la société civile, le secteur privé, des organisations de peuples autochtones et d'agriculteurs, des organisations philanthropiques, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), des institutions financières internationales (IFI) et le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. En outre, pour être efficace, l'élaboration des politiques doit reposer sur une expertise technique et scientifique solide, que nous procure le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

*Chers collègues, Mesdames et Messieurs,*

J'ai indiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), au Directeur général de la FAO et aux chefs de secrétariat du PAM et du FIDA que le CSA était prêt à contribuer aux efforts concertés de la communauté internationale par l'intermédiaire du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière.

Comme convenu par son Bureau, le Comité tiendra une réunion intersessions de haut niveau en juillet pour mettre sa plateforme inclusive au service de l'amélioration des interventions mondiales coordonnées en matière de politique générale, en synergie totale avec les efforts déployés par la FAO, l'ONU et le Secrétaire.

J'invite tous les membres à faire pleinement usage du CSA et de ses orientations sur les politiques afin de permettre à nos systèmes alimentaires d'absorber les chocs tels que ceux auxquels nous assistons en ce moment et d'éliminer les facteurs de vulnérabilité de notre système actuel.

Au cours des 12 années qui se sont écoulées depuis la réforme, les États et les principales parties prenantes se sont servis de la plateforme intergouvernementale du CSA pour coordonner les politiques mondiales visant à combattre les causes systémiques et structurelles de la faim et de la malnutrition.

Ils ont notamment utilisé les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, ainsi que les recommandations de politique générale sur le changement climatique, l'eau, les liens entre les petits agriculteurs et les marchés, et bien d'autres thèmes. L'an dernier, le Comité a adopté les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition et le document intitulé *Recommandations en matière de politiques – Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*, qui sont en accord avec les questions prioritaires pour la région Europe et Asie centrale, lesquelles mettent en évidence la nécessité de trouver un équilibre entre les systèmes agroalimentaires, l'environnement et les ressources naturelles, ainsi que celle de promouvoir des régimes alimentaires sains et de prendre davantage en compte les besoins et les avis des consommateurs.

*Mesdames et Messieurs,*

Le travail de négociation et d'adoption des directives de politique générale du CSA s'effectue selon des modalités inclusives, qui font appel à vos hauts fonctionnaires, dans vos capitales, et à vos représentants, à Rome. Il s'agit donc de vos ressources et de vos instruments, que vous pouvez adopter et utiliser pour élaborer vos politiques, stratégies, législations, cadres réglementaires et modèles d'activité.

Le temps est venu de travailler ensemble, en harmonie et dans un esprit de solidarité, pour lutter contre la faim et la malnutrition, et le CSA joue un rôle crucial à cet égard.

Si votre pays n'est pas membre du Comité, je l'encourage vivement à le devenir pour faire partie de cette famille. C'est une démarche simple et gratuite, qui revêt cependant une grande importance.

Pour conclure, je tiens à remercier de nouveau M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, le Bureau régional de la FAO à Budapest (Hongrie) et M. Henryk Kowalczyk, Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre de l'agriculture et du développement rural de la Pologne, pour leur accueil, ainsi que vous, Mesdames et Messieurs les Ministres et les Délégués, pour votre soutien indéfectible et votre collaboration avec le CSA.

Enfin, je profite de l'occasion pour vous inviter cordialement à vous joindre à nous lors de la session annuelle du Comité, qui se tiendra du 10 au 13 octobre prochain, à Rome. Nous avons prévu d'y adopter de nouvelles orientations sur les politiques relatives à l'égalité des genres et aux jeunes, et d'y mener de nombreux autres travaux.

Merci à vous tous.